

HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE
EN POLYNESIE FRANÇAISE

Cabinet
Bureau de la communication Interministérielle

Papeete, le 22 janvier 2013

FICHE MEDIAS

**SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE PARTENARIAT EN FAVEUR
DE L'EMPLOI ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL
DANS LE CADRE DE LA CONSTRUCTION DU NOUVEAU CENTRE
DE DETENTION DE LA POLYNESIE FRANCAISE**



Futur centre pénitentiaire de la Polynésie française

Le forum pour l'emploi organisé dans la commune de Teva i Uta par l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE) et par la CCISM de Polynésie française est une manifestation très attendue par la population.

Animé d'ateliers, de témoignages de chefs d'entreprises et des stagiaires du GSMA, ce forum pour l'emploi est un lieu d'échanges. Il offre la possibilité aux demandeurs d'emplois de participer à des entretiens individuels avec l'Association pour le Droit à l'Initiative Économique (ADIE) et la CCISM pour obtenir des informations sur les opportunités liées notamment à la construction du futur centre de détention. Participeront également à ce forum, 29 jeunes de la commune de Teva i Uta, en formation au Groupement de Service Militaire Adapté (GSMA), qui travailleront sur le futur chantier du centre pénitentiaire.

Une convention de partenariat

Pour accompagner la construction du centre de détention, les partenaires du projet - le Haut-Commissariat de la République en Polynésie française, le Pays, l'Agence Publique pour l'Immobilier de la Justice (APIJ), la Commune de Teva I Uta, le Procureur de la République, la société Léon Grosse, titulaire du marché, l'ADIE, la CCISM, le MEDEF – ont décidé

Contact Presse

communication@polynesie-francaise.pref.gouv.fr

www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr

Tél. : 77 00 83 – 77 08 85

HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE
EN POLYNESIE FRANÇAISE

d'agir ensemble en faveur du développement local et de l'emploi au sein de la « cellule emploi ».

Plusieurs mesures concrètes ont été prises

- le lancement d'un programme de formation en faveur des jeunes de la commune par le Groupement de Service Militaire Adapté (GSMA) (métiers du bâtiment, de la sécurité) et le Centre de Formation Professionnel pour Adultes (CFPA) ;
- l'organisation d'un forum pour l'emploi ;
- l'information des habitants de la commune de Teva I Uta par la diffusion de « La lettre d'information de l'APIJ »
- la rénovation du centre des jeunes adolescents de Papeari, financée par l'Etat et le Pays sur le contrat de projets et l'APIJ, permettra de contribuer au développement local et de faire mieux connaître les opportunités d'emplois.

Toutes ces actions font l'objet de cette **convention de partenariat pour l'emploi et le développement local** qui est signée aujourd'hui par tous les partenaires du projet, à l'occasion du forum de l'emploi.



Formation maçonnerie au GSMA



Formation agent de sécurité au GSMA

La cellule emploi sera installée dans les locaux du centre des jeunes adolescents (CJA) de Papeari en cours de rénovation. Un local mis à disposition sera un lieu d'accueil du public pour présenter les offres d'emplois et de formations liées à la construction du futur centre de détention. Le financement de cette rénovation est pris en charge par l'Etat et le Pays, au titre du volet « constructions scolaires » du Contrat de projets (40,3 millions F CFP) et par une subvention de l'APIJ (10,1 millions F CFP).



Signature de la convention pour la rénovation du CJA

Parallèlement à la cellule emploi, l'APIJ a respecté les engagements qui avaient été initialement définis :

- la conduite d'études destinées à garantir l'insertion paysagère du projet ;
- l'inscription dans le marché d'une obligation pour le titulaire de s'engager sur 30 000 heures d'insertion ;

Contact Presse

communication@polynesie-francaise.pref.gouv.fr

www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr

Tél. : 77 00 83 – 77 08 85

HAUT-COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE
EN POLYNESIE FRANÇAISE

- l'intégration dans le marché de conception-réalisation d'un pourcentage minimum de 75% des études, travaux et équipements au bénéfice des entreprises locales : le groupement d'entreprises retenu répondant pleinement à ces exigences.

Une volonté d'accompagnement durable

Le projet du centre pénitentiaire représente un investissement de 9,403 milliards de Francs CFP.

Dans le contexte économique difficile que connaît la Polynésie française, **ce chantier reflète l'engagement de l'Etat pour soutenir la commande publique en Polynésie française.**

Il s'agit d'un projet porteur de développement économique et social. Le volume d'heures de travail sur le chantier est ainsi estimé à 250 000 et le nombre d'emplois directs et indirects mobilisés pendant les trois ans du chantier à 320. Conformément aux engagements initiaux de l'Etat, **80% du chantier sera assuré par des entreprises polynésiennes.**

Au-delà des premières concrétisations liées au chantier de construction, les partenaires s'engagent à réfléchir dès à présent, avec la direction de l'administration pénitentiaire, aux dispositions à prendre pour faciliter l'accès aux 250 emplois permanents (surveillants, personnels médicaux, éducatifs, exploitation-maintenance, etc.) qui seront créés lors de la mise en service du centre de détention.



Chiffres clés : un chantier de grande envergure

- caractéristiques :

- 410 places
- 12 450 m² de surfaces utiles

- **montant des travaux en TTC :** 9,403 milliards F CFP

- impact emploi :

- chantier : 320 entre 2013 et 2016
- fonctionnement du centre : 255 en 2016

- avancement de la procédure :

- jury d'examen des offres : 26 avril 2012
- signature du marché : juin 2012
- dépôt du permis de construire : 5 novembre 2012

- calendrier :

- début du chantier : mi 2013
- fin du chantier : mi 2016

Contact Presse

communication@polynesie-francaise.pref.gouv.fr

www.polynesie-francaise.pref.gouv.fr

Tél. : 77 00 83 – 77 08 85